



Veille

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE PROSPECTIVE



Novembre 2014

Bonjour,

Veillez trouver ci-dessous la nouvelle sélection du blog Veille Prospective & Évaluation du Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (<http://veillecep.fr/>).

NB : La veille du CEP est une activité de sélection d'informations extérieures au ministère, réalisée à partir d'un corpus d'environ 300 sources de différentes natures (médias, institutions nationales et internationales, think tanks, instituts de recherche, etc.). Il ne s'agit pas de productions du ministère et les informations sélectionnées ne présentent pas la position officielle de celui-ci.

Julia Gassie
Chargée de mission Veille et Alimentation
Centre d'études et de prospective

POLITIQUES AGRICOLES

Une réforme substantielle de la PAC en 2020 serait peu probable... à ce stade

L'économiste irlandais Alan Matthews s'est récemment livré, sur son blog, à un exercice de prospective concernant les futures réformes possibles de la PAC. Dans la perspective de la trajectoire de la PAC depuis la réforme « Mac Sharry » (1992), l'auteur considère qu'une vraie réforme pourrait consister à suivre les recommandations faites en 2010 par les ministres de l'agriculture de l'OCDE : remplacer les paiements découplés, par nature transitoires, par des soutiens ciblés destinés à atteindre des objectifs spécifiques. Si la récente réforme de Dacian Cioloș a constitué un pas dans ce sens, elle a également introduit des mécanismes contraires à la logique des précédentes réformes : il n'est donc pas évident, *a priori*, de prévoir dans quelle direction irait une future grande révision de la PAC, si elle devait avoir lieu.

Plusieurs fenêtres d'opportunité devraient en théorie se présenter dans les prochaines années : évaluation de la mise en œuvre des surfaces d'intérêt écologique prévue en mars 2017 ; rapport sur la performance de la PAC prévu par le nouveau règlement horizontal en décembre 2018. Surtout, le futur Cadre Financier Pluriannuel (2021-2028) pourrait, selon l'auteur, faire l'objet d'une première communication de la Commission dès 2018.

Cependant, d'après Alan Matthews, les conditions ne semblent pas réunies pour que ces occasions donnent lieu à une réforme d'ampleur. La nouvelle Commission, tout d'abord, n'affiche

pas une telle volonté : les priorités du mandat du commissaire Phil Hogan portent sur la mise en œuvre de la réforme, la simplification de certaines mesures et la bonne gestion des ressources financières ; la mandature sera occupée par des dossiers de taille (fin des quotas laitiers, accords commerciaux, Russie, OGM) ; le commissaire s'est dit favorable à garantir une période de stabilité du cadre de la PAC. Par ailleurs, l'auteur perçoit une faible appétence des États membres pour une future réforme, liée notamment à l'importante flexibilité dans l'application de la PAC introduite par la réforme Ciolos qui, si elle pourra poser des problèmes de cohésion au sein du marché intérieur, ne devrait pas inciter les pays à vouloir modifier fortement la politique. Quant au Parlement européen, les eurodéputés récemment élus auront terminé leur mandature (2019) lorsque les véritables discussions sur la PAC et le cadre financier d'après 2020 auront lieu.

Pour A. Matthews, si la réforme qui vient de s'achever prévoit plusieurs rendez-vous intermédiaires, il est peu probable qu'une réforme d'ampleur se dessine dans les années à venir. Ceci dépend toutefois de nombreux facteurs, dans une période marquée par une forte instabilité économique et géopolitique.

Alexandre Martin, Centre d'études et de prospective

Source : CAP Reform.eu

<http://capreform.eu/prospects-for-the-next-cap-reform/>

INTERNATIONAL

12^e Convention mondiale sur la diversité biologique : évaluation à mi-parcours du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020

« Protéger la vie menacée est une tâche urgente et universelle qui ne peut pas attendre ». C'est par cette réflexion que le secrétaire exécutif de la [Convention pour la Diversité Biologique](#) (CDB) a conclu la 12^e Conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP12) qui s'est achevée le 17 octobre dernier, à Pyeongchang, en Corée du Sud.



Lors de cette conférence, le rapport d'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique a été présenté. Ce plan, comportant vingt objectifs dits « objectifs d'Aichi » répartis en cinq buts stratégiques, avait été approuvé lors de la 10^e Conférence en octobre 2010, à Nagoya (Japon). Quatre ans après son adoption, il est constaté que « les progrès actuels sont insuffisants » et « que la perte de biodiversité se poursuit avec des répercussions négatives sur le bien-être humain ».

Devant ce constat, les pays membres de la CDB sont appelés à se mobiliser pour renforcer leurs politiques en matière de biodiversité, en s'assurant d'une mise en œuvre rapide et concrète des programmes d'actions. Toutes les parties sont aussi convenues de l'incontournable nécessité d'adopter des politiques intégrées, notamment en matière de santé et biodiversité ou encore de biodiversité et changement climatique.

Parmi les voies d'amélioration possibles, concernant notamment le but stratégique de

« réduction des pressions directes exercées sur la diversité biologique et encouragement de l'utilisation durable », certaines mesures clefs préconisées concernent directement l'agriculture :

- une agriculture plus efficace (objectif 7) : utilisation plus ciblée et efficace des engrais, des pesticides et de l'eau, réduction des pertes après récolte et du gaspillage des denrées alimentaires, promotion de régimes alimentaires durables ;
- une réduction de la pollution (objectif 8), notamment par l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation des éléments nutritifs en l'agriculture, et par la conservation et la restauration des zones humides.

Notons enfin que cette 12^e Conférence a été marquée par deux avancées fortes :

- l'entrée en vigueur le 12 octobre 2014 du Protocole de Nagoya, sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages liés à leur utilisation (APA – voir à ce sujet un [précédent billet sur ce blog](#)) ;
- un accord financier pour la période 2015-2020 confirmant le doublement, dès 2015, des financements octroyés à la préservation de la biodiversité pour les pays en voie de développement et leur maintien jusqu'en 2020.

Christine Cardinet, Centre d'études et de prospective

Source : Convention on Biological Diversity
<http://www.cbd.int/GBO4/>

ALIMENTATION

La dimension territoriale et politique des circuits courts alimentaires

Dans le n°13 de la revue *Sciences Eaux & Territoires* de l'Irstea, un article est consacré à *La dimension territoriale et politique des circuits courts : représentations et enjeux dans le débat européen sur la politique agricole commune*. Depuis une vingtaine d'années, se multiplient les initiatives pour créer ou renouveler des circuits courts alimentaires, lesquels sont devenus des « maillons-clés des stratégies de valorisation territoriale ». Si de nombreux travaux de recherche ont été conduits sur les motivations des producteurs et consommateurs, et sur les conditions de la multiplication et de la pérennité de ces circuits, peu ont traité du rôle des pouvoirs publics (échelles locale, régionale, nationale et européenne) et des « présupposés politiques » guidant cette action publique. Cet article se propose donc d'aborder ces questions.

Une analyse de la diversité des formes et de la gouvernance des circuits courts en Europe est tout d'abord présentée. Basée sur un inventaire réalisé à la demande du Comité des régions en 2010, elle montre une « omniprésence de l'acteur public », à l'inverse de la situation des États-Unis où les circuits courts sont le plus souvent vus comme « des systèmes alternatifs à caractère marginal ou militant ». 110 initiatives ou familles d'initiatives ont été identifiées dans 23 États membres. Apparaissent quatre types d'organisation (des consommateurs qui deviennent producteurs, un partenariat durable entre agriculteurs et consommateurs, de la vente directe sur les marchés locaux ou à la ferme, de la vente *via* des commerces locaux) et deux grands objectifs : l'instauration de relations stables ou de débouchés occasionnels. Les auteurs détaillent ensuite la variété des acteurs, moteurs et initiateurs, s'impliquant sous diverses formes (intervention dans la filière alimentaire, création d'un environnement favorable, soutien à la généralisation et à la dissémination, financement). Ces initiatives se caractérisent également par une utilisation des financements européens spécifiques (aux titres de la coopération territoriale et du développement local en zone rurale, et dans le cadre du réseau européen des zones de pêche), ainsi que par « l'importance accordée à l'intervention publique et à la dimension territoriale ».

L'article s'attache ensuite aux représentations politiques sous-jacentes aux interventions publiques en faveur des circuits courts alimentaires. Deux modèles sont distingués : « l'un plus territorial » (dimension culturelle et paysagère), « l'autre plus alternatif et écologiste ». Trois représentations politiques-types sont identifiées (néolibérale, traditionnelle-ruraliste, alternative-écologiste), porteuses de visions différentes « de la place et du rôle des circuits courts alimentaires dans l'économie, la société et le développement du territoire ». Enfin, les débats européens sur la réforme de la PAC (programmation 2014-2020) et le « Paquet Qualité » sont abordés au regard de ces représentations politiques-types.

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : *Sciences Eaux & Territoires*

http://www.set-revue.fr/sites/default/files/archives/Territoires_Vvalorisation_Gouvernance_Circuit_court_alimentaire_PAC_0.pdf

RESSOURCES NATURELLES – CHANGEMENT CLIMATIQUE

Fort déclin des espèces communes d'oiseaux en Europe

Une étude réalisée par l'*Environment and sustainability institute* de l'université d'Exeter en Grande-Bretagne, publiée dans *Ecology Letters* en octobre 2014, s'est attachée à retracer l'évolution de l'abondance de 144 espèces d'oiseaux dans 25 pays européens depuis 1980 jusqu'à 2009.

Basée sur des données collectées par *Birdlife International* et le programme européen de suivi temporel des oiseaux communs, cette étude révèle que la population totale d'oiseaux en Europe a diminué d'environ 420 millions d'individus dans cette période. Les espèces les plus touchées sont paradoxalement les plus communes et les plus abondantes : moineau domestique, étourneau sansonnet ou encore perdrix grise. Les auteurs y voient une des conséquences involontaires de la focalisation des mesures de protection sur les espèces les plus rares, négligeant de fait les plus courantes. Certaines des espèces moins abondantes, comme la buse ou la cigogne, ont en effet connu une progression significative de leurs effectifs dans le même temps.

Bien que les espèces communes contribuent peu à la diversité d'ensemble, elles sont souvent primordiales pour la structure et la dynamique des écosystèmes. « De petits changements d'abondance peuvent entraîner la perte d'un grand nombre d'individus, avec des conséquences considérables sur l'environnement », expliquent les chercheurs.

Par définition, les espèces communes sont les plus abondantes et donc les plus répandues sur le continent européen. Les auteurs y voient une des explications possibles à leur déclin, plus rapide que pour les espèces plus rares. Alors que ces dernières peuvent bénéficier significativement d'efforts de protection locaux, les espèces plus abondantes subissent les conséquences d'une dégradation plus globale de leur milieu, notamment due à l'intensification des pratiques agricoles et à la fragmentation des habitats. Ce constat plaide alors pour une prise en compte de ces espèces à plus large échelle dans l'aménagement du territoire, que ce soit *via* les plans d'urbanisation, les mesures agri-environnementales ou encore la mise en œuvre de la trame verte et bleue.

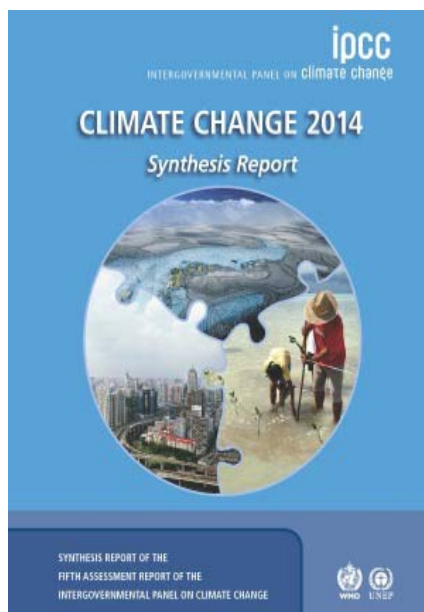
Clément Villien, Centre d'études et de prospective

Source : *Ecology Letters*

<http://onlinelibrary.wiley.com/enhanced/doi/10.1111/ele.12387/>

Le GIEC remet la synthèse de son cinquième rapport et livre ses recommandations aux décideurs

Après la parution de trois importants volets en 2013 et début 2014 (respectivement sur les [phénomènes physiques](#), les [impacts, vulnérabilités et l'adaptation](#), et [l'atténuation du changement climatique](#) – voir les billets correspondants sur ce blog), le GIEC vient de livrer la synthèse définitive de son cinquième rapport. Ce document servira de base scientifique et économique aux négociations internationales sur le climat, à Lima en décembre puis à Paris l'an prochain (COP21).



La synthèse des experts du GIEC confirme plusieurs conclusions déjà présentes dans les précédents rapports. Le niveau de confiance est toutefois plus important et le message plus alarmant. Le réchauffement du climat est maintenant certain : augmentation de la température moyenne du globe de 0,85°C depuis la fin du XIX^e siècle, moindre quantité de neige et de glace, et élévation du niveau des océans. Les événements extrêmes (vagues de chaleur ou de froid, précipitations intenses) se sont multipliés depuis les années 1950. Il est quasiment certain que la principale cause du changement climatique est l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'origine anthropique depuis la « révolution industrielle », et dont le niveau n'a jamais été si élevé. Les concentrations atmosphériques des principaux GES (CO₂, CH₄ et N₂O) sont même sans précédent depuis 800 000 ans. Sans réduction des émissions, les évolutions climatiques devraient se poursuivre voire se renforcer au cours du siècle (intensification très probable des épisodes de canicule, etc.), amplifiant les risques pour les systèmes humains et naturels, en particulier les plus vulnérables. Le risque de changements irréversibles s'accroît d'ailleurs avec l'ampleur du réchauffement. Une augmentation de la température de plus de 4°C menacerait par exemple sérieusement la sécurité alimentaire mondiale.

Pour contenir la hausse de température moyenne en deçà de 2°C d'ici la fin du siècle (par rapport à l'ère pré-industrielle), les efforts de réduction des émissions devront être considérables, avec une baisse de 40 à 70 % d'ici à 2050 (par rapport à 2010) et un niveau proche de zéro à l'horizon 2100 (voire négatif, ce qui signifierait un stockage net de carbone). L'atténuation et l'adaptation devront en outre être pensées conjointement : pour cela, selon les experts, seront nécessaires une gouvernance et des institutions efficaces, des modes de vie plus durables et un soutien aux innovations et investissements pour des technologies décarbonées. Tous ces efforts auraient évidemment un coût, mais bien moindre que celui de l'inaction et des dégâts associés. D'après les calculs des économistes du GIEC, une politique climatique ambitieuse au niveau mondial n'aurait qu'un très faible impact sur la croissance : « cela correspond à une réduction

annuelle de 0,04 % à 0,14 %, avec comme valeur médiane 0,06 %, par rapport à une croissance de la consommation comprise entre 1,6 % et 3 % par an ».

Noémie Schaller, Centre d'études et de prospective

Source : IPCC http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/syr/SYR_AR5_SPM.pdf

TERRITOIRES - FONCIER

Un guide pour évaluer les projets et les contrats d'investissements agricoles ayant une emprise foncière

Le *Guide d'analyse ex ante de projets d'investissements agricoles à emprise foncière*, publié en octobre 2014, est issu d'un travail mené au sein du comité technique foncier, qui associe depuis plus de 15 ans des experts sous l'égide de l'Agence française de développement et du ministère des Affaires étrangères, et qui a pour vocation de contribuer à l'élaboration des politiques foncières.

Ce guide propose un cadre d'analyse des conditions de mise en œuvre des [Directives internationales volontaires](#) adoptées en mai 2012. Elles ont été initiées suite aux crises alimentaires de 2008 et à d'importants investissements agricoles au Sud, ayant parfois bouleversé les régimes fonciers en place. Elles constituent une référence en vue de l'instauration de pratiques responsables concernant le foncier. La France ayant décidé d'imposer le respect de ces Directives à ses opérateurs publics et de veiller à leur application par les entreprises nationales, il était nécessaire de proposer un outil pour traduire ces Directives de façon opérationnelle.

Ainsi, ce guide est conçu autour de deux outils :

- une grille d'analyse d'évaluation *ex ante* de projets d'investissements agricoles ayant une emprise foncière, cette grille ayant été élaborée afin d'aider, entre autres, l'instruction de projets au sein de l'AFD ;
- et un guide permettant d'expliquer les critères d'évaluation proposés en les illustrant d'exemples concrets.

Cette grille et ce guide constituent une première étape dans la traduction opérationnelle de normes internationales. Ces outils sont destinés à évaluer des projets d'investissements privés ayant une emprise foncière, et ils devraient être complétés afin de prendre en compte les investissements publics, y compris des collectivités locales.

Céline Fabre, Centre d'études et de prospective

Source : AFD

<http://www.foncier-developpement.fr/publication/guide-danalyse-ex-ante-projets-dinvestissements-agricoles-emprise-fonciere/>

<http://www.foncier-developpement.fr/publication/guide-to-due-diligence-of-agribusiness-projects-that-affect-land-and-property-rights/>

Une approche de la qualité de vie dans les territoires

Dans l'*Insee Première* n°1519 publié en octobre, l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) présente les premiers résultats d'une étude réalisée sur la qualité de vie dans les territoires français (hors outre-mer).

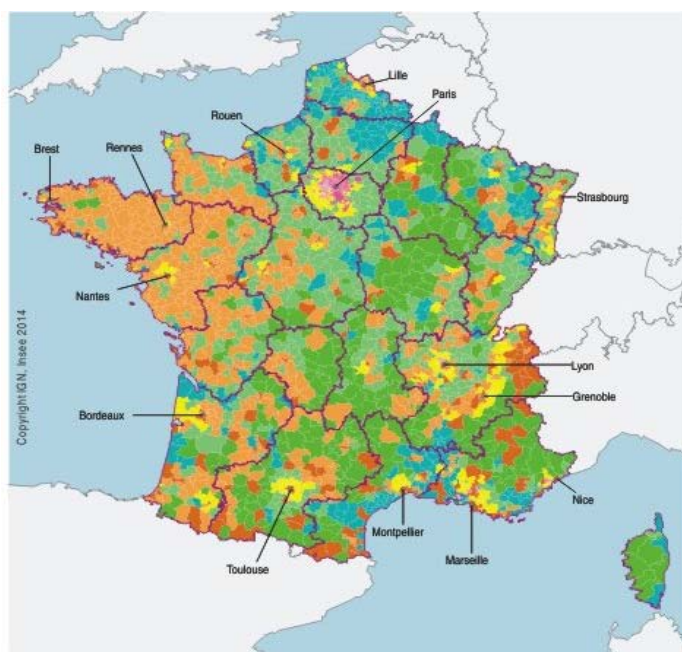
Cette « qualité de vie » a été mesurée à travers vingt-sept indicateurs, recouvrant treize dimensions relatives au développement humain (santé, éducation, vie sociale), aux conditions

socio-économiques (emploi, revenus) et au cadre de vie (environnement, services). Ont été étudiés également d'autres facteurs pouvant nuire au bien-être : inégalité femmes/hommes, solitude des personnes âgées, difficultés d'accès à l'emploi des jeunes, etc. Portant sur les 2 677 territoires de vie hexagonaux (bassins de vie de plus de 50 000 habitants organisés autour de pôles de service), cette étude souhaitait mettre en évidence les modes de différenciation des territoires et identifier leurs atouts et handicaps en matière de qualité de vie.

Plusieurs facteurs de différenciation se distinguent (socio-économiques, urbanistiques, sociétaux) et, *in fine*, se dessine une France assez morcelée mais avec des continuités géographiques. Huit grands types de territoires se détachent :

- des territoires franciliens (très urbanisés, certains aisés mais assez inégalitaires et très denses, d'autres dans le sud-ouest parisien, particulièrement favorisés, hormis pour les temps de trajet domicile-travail et l'égalité femmes/hommes) ;
- les métropoles régionales (territoires plutôt favorisés) ;
- le périurbain de ces grandes métropoles (moins aisé, éloigné de l'emploi mais plus impliqué dans la vie citoyenne) ;
- des territoires plutôt denses en situation peu favorable (anciens pôles miniers ou industriels du Nord-Est, Languedoc-Roussillon) ;
- des bourgs et petites villes en situation intermédiaire (bassin parisien et quart nord-est) ;
- des territoires autour de villes moyennes présentant de nombreux atouts en termes d'emploi et de conditions de vie (ouest et sud-ouest) ;
- des territoires plutôt isolés, peu urbanisés, parfois montagneux, hors de l'influence des grands pôles (« diagonale aride », Alpes du Sud et Corse).

Carte de la qualité de vie dans les territoires de vie



- très urbanisés, plutôt favorisés mais avec des difficultés sociales et des emplois souvent éloignés (204)
- plutôt favorisés, à l'accès aux équipements rapide mais avec des difficultés socio-économiques (319)
- denses et riches, présentant d'importantes disparités femmes/hommes (46)
- plutôt aisés, éloignés de l'emploi, situés surtout dans le périurbain (318)
- plutôt denses, en situation peu favorable (388)
- bourgs et petites villes, en situation intermédiaire (496)
- isolés, peu urbanisés, hors de l'influence des grands pôles (261)
- autour de villes moyennes, offrant des emplois et des conditions de vie plutôt favorables (645)

Source : Insee

Ces travaux revêtent un caractère exploratoire et pourront donner lieu à des prolongements.

Christine Cardinet, Centre d'études et de prospective

Source : Insee

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip1519

RECHERCHE AGRONOMIQUE

La sélection génomique se développe pour les races allaitantes

Depuis la fin des années 2000, la sélection génomique est largement utilisée en France pour l'amélioration génétique des vaches laitières, en particulier de race Prim'Holstein. Pour les filières allaitantes, cette technique est en revanche très peu déployée. Achevé en 2014, le projet de recherche GEMBAL (Génomique Multi-race des Bovins Allaitants et Laitiers), grâce au développement d'outils de prédiction de la valeur génétique de bovins, devrait permettre prochainement le recours à la génomique pour des races à viande.

La sélection génomique consiste à prédire la valeur génétique d'un animal, en utilisant des informations sur le phénotype (ex : caractéristiques morphologiques) et le génotype d'une population de référence. Il s'agit de dégager des relations statistiques entre l'observation de certains caractères et l'identification de certains marqueurs présents dans le génome : ces relations statistiques, et donc *in fine* la qualité des index génétiques, sont d'autant plus fiables « que le nombre d'animaux de la population de référence est important, que le phénotypage est précis et que la diversité génétique de la population concernée est faible ». Or, les races allaitantes offrent une grande diversité génétique et peu de phénotypes précis, si bien que la sélection génomique ne pouvait pas, jusqu'à présent, être utilisée de façon fiable.

Le projet GEMBAL, qui rassemblait l'Inra, l'UNCEIA, l'Idel et Races de France, visait à développer la sélection génomique pour diverses races de vaches laitières et allaitantes. Pour cela, des génotypages ont été réalisés sur plusieurs milliers d'animaux, « en essayant d'atteindre au moins un effectif de 200 à 300 animaux génotypés en haute densité par race », et en réalisant des génotypages complémentaires à moyenne densité pour accroître les populations de référence. Diverses méthodologies ont été étudiées pour élaborer des index génomiques pour les différentes races. Pour les races Blonde, Charolaise et Limousine, ces derniers ont été testés pour évaluer le gain en précision par rapport aux index génétiques dits « classiques ». Des index génomiques seront donc disponibles dès 2015 pour les trois principales races allaitantes. Pour les autres races étudiées dans le projet mais à effectif plus limité (Aubrac, Salers, Parthenaise, Rouge Des Prés, Gasconne, Bazadaise), les index génomiques seront déployés « au fur et à mesure que des populations de référence de taille suffisante auront été constituées ».

Noémie Schaller, Centre d'études et de prospective

Source : Inra <http://www.inra.fr/Entreprises-Monde-agricole/Resultats-innovation-transfert/Toutes-les-actualites/selection-genomique-bovins>

BIOECONOMIE

Histoire et perspectives pour le site de Bazancourt-Pomacle

Quatre auteurs de la NEOMA Business School viennent de publier un ouvrage dédié au concept de bio-raffinerie, s'appuyant sur l'expérience du site de Bazancourt-Pomacle (Marne), en lien avec le pôle de compétitivité Industries & Agro-Ressources (IAR). Initialement créé par des agro-industries (distillerie puis sucrerie en 1953), ce site rassemble aujourd'hui des installations industrielles variées (sucrerie, amidonnerie, production d'acide succinique, de cosmétiques, de tensio-actifs, etc.), des démonstrateurs et pilotes industriels (ex : éthanol de deuxième génération) et une plate-forme d'innovation, soit une approche intégrée permettant le passage du laboratoire à l'industrialisation. Les auteurs font un retour sur l'histoire de la bio-raffinerie, et présentent le fonctionnement du site, sur le principe de l'écologie industrielle (en particulier pour l'eau, l'énergie et la gestion des effluents). Quant aux perspectives, deux projets sont présentés : une ferme expérimentale qui permettrait d'étudier les variétés pouvant répondre au mieux aux besoins et exigences de la bio-raffinerie, ainsi que l'agrandissement du site pour accueillir de nouveaux acteurs par exemple.

Parallèlement à cette publication et en lien aussi avec le pôle de compétitivité IAR, l'APEC a réalisé une étude sur les métiers stratégiques pour la filière de la chimie du végétal et des biotechnologies industrielles. 32 professions ont ainsi été identifiées comme susceptibles de répondre aux enjeux de la filière à l'horizon de 3 à 5 ans. Quatre grandes familles sont retenues : l'innovation (ex : ingénieur R&D en biotechnologies ou en matériaux biosourcés), la production et l'optimisation industrielle (ex : responsable logistique matières premières végétales ou conseiller agro-ressources), la protection (ex : ingénieur méthanisation) et la compréhension des marchés.

Élise Delgoulet, Centre d'études et de prospective

Sources : L'Harmattan

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=44586>

APEC

<http://cadres.apec.fr/Emploi/Marche-Emploi/Les-Etudes-Apec/Les-etudes-Apec-par-annee/Etudes-Apec-2014/Chimie-du-vegetal-et-biotechnologies-industrielles-quels-metiers-strategiques/Chimie-du-vegetal-queles-sont-les-competences-strategiques>

SÉCURITÉ SANITAIRE

Rapport de l'OCDE sur l'utilisation des antimicrobiens en élevage

Publié en octobre, le rapport sur *La résistance aux antimicrobiens : utilisation des antimicrobiens dans l'élevage* de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), fait suite à une étude soutenue par la Suède et encouragée par d'autres États membres, dont la France et les Pays-Bas.

Ce rapport présente les caractéristiques des risques liés aux antibiorésistances en médecine humaine ou animale, et distingue les antimicrobiens utilisés en tant que médicaments de ceux utilisés comme promoteurs de croissance. Cette dernière utilisation est interdite depuis le 1^{er} janvier 2006 dans l'Union européenne, mais est encore pratiquée dans les pays tiers (dont les États-Unis). Les incertitudes et inégalités entre pays dans le domaine de la consommation d'antimicrobiens sont également pointées : de fortes disparités persistent dans l'évaluation de cette consommation en tant que médicaments vétérinaires (dispositifs performants en France, au Royaume-Uni, au Danemark et en Suède, procédures de comptage aux États-Unis et au Canada,

mais peu de données pour la plupart des pays en développement).

Le rapport aborde également les aspects économiques qui, souvent, sont devancés par les enjeux de santé. Le cabinet conseil Vetnosis, spécialisé en santé animale et médicament vétérinaire, évalue le marché mondial annuel du médicament vétérinaire à 22 milliards de dollars, ce chiffre ne pouvant être garanti compte tenu des divergences de distribution entre régions. Par ailleurs, les impacts économiques mondiaux des antibiorésistances ne sont pas aisés à quantifier. Or, le recours aux antimicrobiens en élevage peut, dans certains cas, donner lieu à un dilemme entre le gain à court terme (résultant d'une croissance pondérale et d'une productivité accrues) et les coûts à long terme résultant des risques d'antibiorésistance. Les modalités d'utilisation doivent donc faire l'objet d'un compromis à l'échelle de l'élevage.

Le travail autour de ce thème majeur se poursuit au sein de l'OCDE et devrait donner lieu, en fin d'année 2015, à une conférence internationale sur le sujet, qui réunira les experts des gouvernements afin de clarifier les positions et intérêts des pays membres de l'organisation sur cette question. La question de l'impact sur les antibiorésistances de l'utilisation des antimicrobiens en élevage est un enjeu de santé publique fort. Ainsi, le présent rapport cite notamment l'OMS en précisant qu'à l'échelle mondiale, on utilise plus d'antimicrobiens pour traiter des animaux en bonne santé que pour traiter des humains malades.

Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Source : OCDE

http://www.oecd-ilibrary.org/agriculture-and-food/antimicrobial-resistance_5jxvl3dww3f0-en

OUVRAGES

Concevoir des systèmes innovants en élevage



La revue *Inra Productions animales* a composé dernièrement un riche dossier sur les démarches de conception en élevage. La notion d'innovation elle-même, souvent un peu mystérieuse, y fait l'objet d'analyses très claires.

Peuvent ainsi être distinguées les démarches de conception réglée (J-M. Meynard et J-Y. Dourmad), où l'objectif est « d'améliorer de manière graduelle, des produits ou technologies existants » (ex : la formulation des aliments du bétail, intégrant de nouvelles connaissances dans le calcul des rations sans en changer le principe) et les démarches de conception innovante, qui désignent « un processus d'exploration de nouveaux possibles visant à satisfaire des attentes tout à fait différentes » de celles qui gouvernent l'existant (ex : questions de bien-être animal ou de meilleure maîtrise des pollutions induites par l'élevage intensif). La conception innovante peut être en rupture, s'appuyant largement sur les modèles scientifiques sans se poser la question de sa mise en œuvre opérationnelle, ou au contraire, se réaliser « pas à pas », en s'attachant à penser

en amont les conditions des transitions et de la diffusion des nouveaux systèmes, et en associant davantage les agriculteurs. D'autres cadres d'analyse sont mobilisés pour illustrer « les processus d'innovation en ferme », à l'initiative des éleveurs (S.Ingrand *et al.*).

Sans épuiser le numéro, on retiendra deux articles sur l'élevage de précision : sur ses impacts sociaux, avec la question des transformations du travail d'éleveur (N.Hostiou *et al.*), et sur ses développements dans les conduites extensives (F. Bocquier *et al.*). Mentionnons également un article de synthèse sur les apports de l'écologie aux démarches de (re)conception des systèmes d'élevage (M. Thomas *et al.*), avec d'un côté l'agroécologie (« ensemble de pratiques dont l'objectif est d'amplifier les processus naturels pour concevoir des systèmes productifs peu artificialisés, respectueux de l'environnement et moins dépendants des intrants »), et de l'autre, l'écologie industrielle, qui « explore quant à elle les possibilités de bouclage des cycles de matière et d'énergie ». Les auteurs fournissent une discussion intéressante des principes de ces deux branches de l'écologie, quand elle s'applique aux questions de production agricole, l'une plutôt orientée vers les conduites à l'air libre, l'autre vers l'élevage en milieu confiné.

Dans son ensemble, le numéro présente des réalisations originales pour différentes productions (ex : cas d'agroforesterie pour la production de foie gras d'oie combiné avec du recyclage par méthanisation - M.Thomas *et al.*), et des pistes prometteuses (ex : conception d'un système de production de truites en eau recirculée - L. Labbé *et al.*).

Enfin, sur cette même thématique, signalons que la revue *Fourrages* [a consacré récemment un numéro](#) aux innovations dans les systèmes fourragers.

Florent Bidaud, Centre d'études et de perspectives

Source : Quae

<http://www.quae.com/fr/r3897-quelles-innovations-pour-quels-systemes-d-elevage-.html>

Vincent Banos, Jacqueline Caudau, 2014, *Sociabilités rurales à l'épreuve de la diversité sociale*, Paris, Éditions QUAE, 247 pages

Ces dernières années, les questions de mixité sociale et de cohabitation des usagers ont surtout été abordées pour les espaces urbains, à commencer par les grands ensembles d'habitat collectif des banlieues. L'intérêt de cet ouvrage est d'appliquer cette problématique aux zones rurales et de montrer comment les campagnes, longtemps considérées comme des lieux privilégiés d'intégration et de sociabilité, sont elles aussi de plus en plus confrontées au brassage social. Comment les habitants de ces espaces et en particulier les agriculteurs, devenus très minoritaires, vivent-ils cette altérité ? Quelles sont les opinions et représentations véhiculées par les uns et les autres, ainsi que leurs stratégies d'évitement ou leurs modalités de coopération ?



Pour répondre à ces questions, les auteurs ont réalisé plusieurs enquêtes, essentiellement en Dordogne, centrées sur des situations typiques de cohabitation : relations de voisinage,

hébergement à la ferme, visites d'exploitations, vente directe et marchés, festivals des traditions rurales, réunions et animations publiques, etc. Ils ont également utilisé plusieurs méthodes de recueil d'informations (analyse documentaire, entretiens ouverts, questionnaires plus fermés, et surtout observation participante). Leur cadre théorique, directement inspiré de l'approche interactionniste et pragmatique, privilégie l'analyse des situations concrètes et quotidiennes d'échanges : modalités de construction des occasions de coprésence, ajustements normatifs et négociations implicites entre acteurs, tactiques des agriculteurs pour éviter les sujets qui fâchent et « ne pas perdre la face ».

V. Banos et J. Candau soulignent bien la grande diversité des initiatives favorisant les rencontres entre agriculteurs et non-agriculteurs, qu'elles soient portées par les collectivités locales, les organismes professionnels ou les institutions touristiques. Mais ils indiquent aussi que ces interactions sont souvent superficielles, fuyantes, factices, plus de l'ordre de l'échange de sensations que du vrai débat contradictoire, et qu'elles ne contribuent pas à fabriquer un « monde commun ». Ils insistent aussi sur le fait que les exploitants craignent moins d'être critiqués par les résidents et visiteurs urbains que par des acteurs de leur propre milieu. Enfin et surtout, ils montrent que les espaces ruraux sont travaillés depuis les années 1980 par un double processus d'écologisation et de patrimonialisation, que fleurissent les discours enchantés et enchanteurs mettant en avant leur « naturalité » et « authenticité », et que le marketing territorial vend aux urbains mobiles du terroir stéréotypé et du paysan muséifié. Les agriculteurs du Périgord tombent eux-mêmes dans le piège de cette mythologie ruralisante en surjouant l'autochtonie, manière pour eux de défendre leur statut face à leurs visiteurs. Finalement, pour les auteurs, notre société de réseaux et de flux, qui met en scène et « met en désirs » ses campagnes, y juxtapose les particularités plus qu'elle n'intègre la diversité.

Bruno Héroult, Centre d'études et de prospective

Editions QUAE :

<http://www.quae.com/fr/r3909-sociabilites-rurales-a-lepreuve-de-la-diversite-sociale.html>

COLLOQUES ET CONFERENCES

Bioéconomie : retour sur la conférence organisée par l'APCA

« Bioéconomie, comment peut-elle contribuer à une meilleure valorisation de la production agricole ? », telle était la question posée par l'APCA le mardi 4 novembre 2014. Organisée à l'initiative de l'Amicale des conseillers agricoles à Paris, cette conférence a réuni des représentants d'ambassades, instituts de recherche, centres techniques, industriels et fédérations de professionnels. Quant aux présentations, elles couvraient tant des aspects techniques que des exemples de stratégies nationales.

Le premier volet de cette journée portait sur les enjeux de la bioéconomie en lien avec les politiques publiques. Ainsi, selon plusieurs intervenants, les politiques actuelles sont principalement tournées vers le secteur énergétique, créant un déséquilibre dans l'émergence de la bioéconomie. En effet, cette dernière concerne aussi une diversité de secteurs comme en témoignent les tables rondes de l'après-midi organisées autour de trois débouchés distincts : la bioénergie, les biomatériaux et la chimie verte.

Concernant les stratégies nationales, l'exemple finlandais a suscité l'attention. Adopté en mai 2014, la stratégie nationale sur la bioéconomie a été présentée comme un projet de société (réflexion partagée des ministères, collectivités, instituts de recherche et du grand public *via* un site internet). Bien qu'elle ne bénéficie pas de budget spécifique, l'objectif de cette stratégie est d'inclure la bioéconomie comme ligne directrice et prioritaire des divers financements existants.

De cette conférence ressortent plusieurs éléments. Selon les acteurs, la bioéconomie couvre différents périmètres. Par exemple, le domaine de la santé est pris en compte dans les stratégies américaines et sud-africaines, alors qu'il n'est pas inclus au niveau européen. Les acteurs ont ainsi souligné que la bioéconomie n'est pas aussi présente dans les politiques publiques actuelles qu'elle pourrait le laisser supposer par les larges domaines qu'elle englobe. Insistant sur la nécessité d'incitations claires pour permettre l'émergence de la bioéconomie, la demande d'une stratégie nationale, *via* une feuille de route, a été formulée à plusieurs reprises.

Élise Delgoulet, Centre d'études et de prospective

Source : APCA

www.chambres-agriculture.fr/outils-et-modules/actualites/article/bioeconomie-comment-peut-el/

BRÈVES

Plusieurs innovations pour lutter contre le gaspillage alimentaire

Dans le contexte de la lutte contre le gaspillage alimentaire, à laquelle la journée du 16 octobre était consacrée, plusieurs innovations ont été récemment annoncées :

- Decollogne (Dijon Céréales) vient de lancer un nouveau format de commercialisation de la farine, une dosette unitaire de 100 grammes, d'utilisation pratique pour la préparation de gâteaux et pour son transport et rangement ;
- l'application pour iPhone Checkfood, développée par l'Agence 5ème Gauche, alerte les consommateurs sur l'arrivée proche de leurs produits à la date de péremption : avec un scan des produits au moment d'être rangés dans le réfrigérateur, l'application envoie une alerte sur le smartphone quelques jours avant la date de péremption et peut proposer de mettre le consommateur en lien avec des associations partenaires pour qu'il donne les produits concernés (s'il ne souhaite pas les consommer). Lancée en juin 2014, une V2 de cette application est en cours de réflexion, pour simplifier notamment la phase de scan des produits.

Sources : Agro-Media

<http://www.agro-media.fr/actualite/farine-decollogne-invente-dosette-farine-lutter-contre-gaspillage-16854.html>

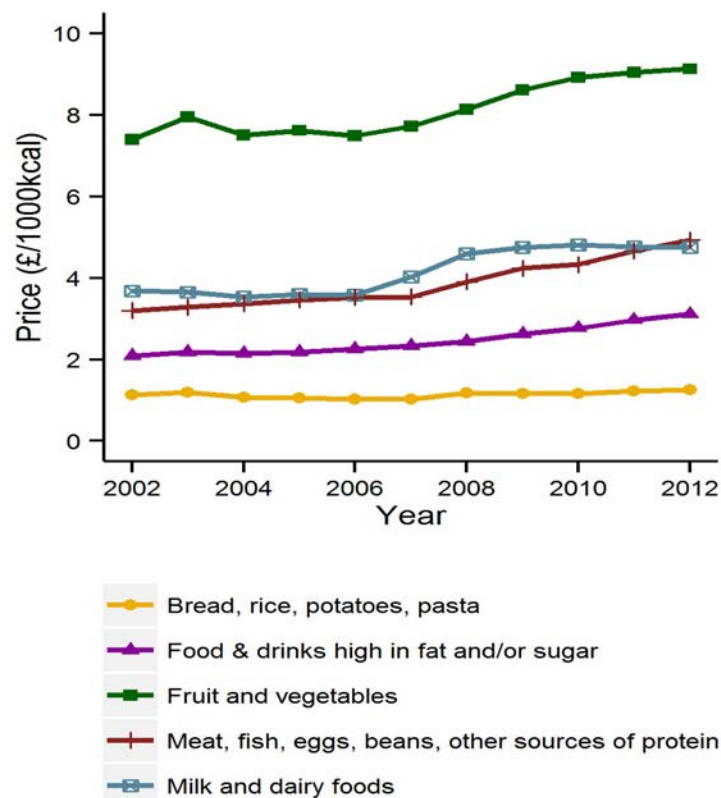
Les Clés de demain

http://lesclesdedemain.lemonde.fr/business/checkfood-l-appli-qui-lutte-contre-le-gaspillage-alimentaire_a-56-4451.html

Un écart grandissant entre les prix des produits sains et moins sains, au Royaume-Uni

Dans un [article publié en octobre](#) dans la revue *PLOS One*, des chercheurs du *Centre for Diet and Activity Research* de l'université de Cambridge montrent que l'écart entre les prix des produits « plus sains » et des produits « moins sains » s'est accru entre 2002 et 2012, au Royaume-Uni. De plus, si l'augmentation des prix des produits alimentaires a été plus rapide que celle des autres biens de consommation sur la période 2002-2012, celle des prix des produits plus sains a été encore plus importante : augmentation de 1,84 £ pour 1 000 kcal pour les produits sains, contre 0,73 £ pour les produits moins sains. Les produits plus sains étaient ainsi trois fois plus chers, par calorie, en 2012 par rapport aux produits moins sains.

Mean price of foods by Eatwell food group, 2002–2012



Cette étude a porté sur 94 aliments et boissons. Leur choix a été fondé sur un croisement entre les données du *Consumer Price Index* et du *National Diet and Nutrition Survey*, sachant que la qualité nutritionnelle des produits a été évaluée sur la base du modèle de profil nutritionnel de la *Food and Standard Agency* (FSA-Ofcom).

Source : *PLOS One*

<http://www.plosone.org/article/info%3Adoi%2F10.1371%2Fjournal.pone.0109343>

Le marché du burger en France

LSA a publié, début novembre, une infographie réalisée par Territoires & Marketing sur le marché du burger en France. Le burger représente ainsi la moitié des sandwiches vendus en France, soit 900 millions d'unités et un chiffre d'affaires de 7,27 milliards d'€ en 2013. Ce produit serait ainsi devenu un « incontournable de la restauration, rapide comme classique », notamment avec une présence dans 75 % des cartes des restaurateurs et l'entrée de nouveaux acteurs utilisant des ingrédients haut de gamme.



Source : LSA

http://www.lsa-conso.fr/le-marche-du-burger-en-france-en-infographie,190573#xtor=EPR-75-nl_franchise-20140226

Antibiorésistance et santé animale

Une présentation par l'Anses, le 4 novembre, de l'état des lieux en matière d'antibiorésistance en santé animale, a été l'occasion de faire un point sur l'usage médicamenteux vétérinaire dans la filière piscicole. Si le risque environnemental est souvent appréhendé pour l'élevage piscicole (cf. traitements collectifs et milieux ouverts), les risques liés à l'antibiorésistance sont moins souvent évoqués et, de fait, la prévalence de l'antibiorésistance dans les filières aquacoles n'est pas encore évaluée. Il est à noter qu'il existe peu d'antibiotiques pourvus de l'autorisation de mise sur le marché correspondant aux poissons, et, en pratique, des médicaments sont souvent prescrits en-dehors du cadre de leur autorisation de mise sur le marché. Par ailleurs, des programmes de surveillance viennent d'être mis en place pour suivre le risque d'antibiorésistance lié à cette filière (programmes Aquares et Antibiofish).

Source : Anses

<https://www.anses.fr/sites/default/files/documents/RSC141104%20-%20Programme%20Antibior%C3%A9sistance.pdf>

Foodpolis, le cluster coréen dédié à l'alimentation

À l'occasion du SIAL 2014, l'Agency for Korea National Food Cluster a présenté le projet Foodpolis, dans l'optique de recruter des entreprises, en particulier américaines et européennes. Initié en 2008 et bénéficiant d'un budget d'environ 500 millions d'euros, l'objectif de Foodpolis est de devenir la plate-forme privilégiée pour les exportations agroalimentaires à destination de l'Asie du nord-est (Corée, Japon, Chine). S'inspirant notamment de la Food Valley au Pays-Bas et du pôle de compétitivité Vitagora (Dijon), cette zone située à moins de deux heures de Séoul (train à grande vitesse en construction) proposera aux entreprises des terrains, des infrastructures commerciales (port, aéroport, etc.), trois centres de R&D, ainsi qu'un « coup de pouce » administratif. Le projet devrait être lancé début 2016.



Sources : Korea National Food Cluster <http://eng.foodpolis.kr/dnb/resource/main/index.php>
AFP <http://www.afp.fr/fr/node/2961896>

Nielsen publie des éléments sur le snacking dans le monde

Nielsen a récemment publié une analyse du secteur du snacking à l'échelle mondiale. La dépense de consommation mondiale est estimée à 374 milliards de dollars sur 2013-2014 (+ 2 % sur douze mois) et, si la majorité des ventes se fait en Europe (167 milliards de \$) et en Amérique du Nord (124 milliards de \$), de fortes progressions sont constatées dans les autres régions du monde : + 4 % pour l'Asie / Pacifique, + 5 % pour le Moyen-Orient / Afrique et + 9 % pour l'Amérique Latine.

À partir d'une enquête en ligne conduite auprès de 30 000 consommateurs issus de 60 pays, Nielsen identifie plusieurs traits liés à la consommation de snacking. On peut notamment noter que les confiseries représentent l'essentiel des ventes en Europe et au Moyen-Orient / Afrique, alors que le snacking salé arrive en tête en Amérique du Nord, les snacks glacés en Asie / Pacifique et les biscuits et petits gâteaux en Amérique latine. Principalement considéré comme un en-cas pris entre les repas, la consommation de snacking en tant que substitut au repas se développe. L'évolution des modes de vie est présentée comme un facteur explicatif, et Nielsen identifie ici « de vraies opportunités » commerciales sur « le marché alternatif du repas nutritif, transportable et facile à consommer ». Enfin, des préférences régionales sont identifiées : les snacks de légumes en Asie / Pacifique, le fromage en Europe, la crème glacée en Amérique Latine et les chips / tortilla en Amérique du Nord.

Source : Nielsen

<http://www.nielseninsights.eu/articles/le-snacking-374-milliards-de-dollars>

Le nouveau rapport de l'OMC souligne la concentration dans certains maillons des chaînes de valeur mondiales agricoles

Le *Rapport sur le commerce mondial* de l'OMC s'attache cette année à analyser les tendances récentes des liens entre commerce et développement. L'expansion des chaînes de valeur mondiales est l'une des principales tendances identifiées. Ces chaînes de valeur sont présentées comme une source d'opportunités pour les pays en développement, mais elles présentent également des risques. Dans le domaine des produits agricoles, ces chaînes se caractérisent par une concentration forte dans certains maillons, tant en amont (fournisseurs de produits agrochimiques) qu'en aval (négociants).

Source : OMC

http://www.wto.org/french/res_f/publications_f/wtr14_f.htm

Analyse de sédiments pour retracer les usages des pesticides

L'édition de novembre de la revue du PNAS rapporte une rétrospective (environ 100 ans) des traitements en herbicides, fongicides et insecticides, réalisée par des laboratoires français et suisse, à l'échelle d'un bassin versant viticole. Pour ce faire, les auteurs ont recouru à l'analyse des sédiments lacustres. Ces recherches ont permis de reconstruire les chroniques d'apparition de nouvelles molécules, leurs usages et aussi leurs interdictions d'application. L'originalité de ce travail, selon ses auteurs, tient dans l'analyse de long terme du stockage des pesticides, retenus dans les sols agricoles par exemple, mais aussi dans l'étude des transferts dynamiques de ces molécules (soit comment les changements de pratiques ou de conditions environnementales peuvent libérer des molécules autrefois stockées dans les sols). Par exemple, le recours au glyphosate, qui est associé à une érosion accrue des sols, a conduit à un relargage dans l'environnement de DDT, molécule rémanente et anciennement stockée dans les sols.

Source : PNAS

<http://www.pnas.org/content/111/44/15647>

La diversité génétique des plantes cultivées en France

La Mission économie de la biodiversité de la Caisse des dépôts a consacré, en septembre, un numéro de sa revue *Biodiv'2050* à la diversité génétique des plantes cultivées en France. Après un bref historique sur la sélection variétale à l'échelle française, relatant notamment la création du Catalogue officiel dans les années 1930, les auteurs présentent les aspects réglementaires et les acteurs de la filière semences, plutôt nombreux en France et en Europe, alors que la filière est concentrée au niveau mondial (4 grandes entreprises contrôlant 50 % du marché). Après un rappel des échelles auxquelles la diversité génétique peut être appréhendée (espèces cultivées, variétés, intra-variété), les différentes visions de la conservation de cette diversité sont développées : *ex situ*, soit en dehors du milieu naturel (banques de gènes par exemple), ou *in situ*, avec une expérimentation en milieu réel permettant de conserver et créer de la diversité *via* un processus dynamique. Différents points de vue d'acteurs viennent aussi éclairer le propos. Cette publication offre ainsi une synthèse des éléments clés sur la diversité génétique des plantes cultivées.

Source : CDC

<http://www.mission-economie-biodiversite.com/wp-content/uploads/2014/09/BIODIV-2050-N4-FR-BD.pdf>

Des innovations dans les boissons présentées au Sial

En octobre, le Sial a été l'occasion de présenter diverses innovations, en particulier dans le secteur des boissons. LSA a ainsi repéré plusieurs tendances : aromatisateurs d'eau ultraconcentrés (ex : Ouiz de Solinest et Mix & Go -deTeisseire), limonade à base de gingembre, *energy drinks* sans taurine, jus de baobab, jus de fruits-légumes, etc. A également été présentée [Springwave](#), première boisson contenant de la spiruline et dont le lancement est prévu pour 2015.



Source : LSA

<http://www.lsa-conso.fr/sial-2014-les-7-idees-qui-font-petiller-l-univers-des-boissons,188800#xtor=EPR-70>

<http://www.lsa-conso.fr/springwave-la-vague-bleue-qui-veut-democratiser-la-spiruline,189433#xtor=EPR-70>

Garonne 2050, publication du rapport final

L'Agence de l'Eau Adour-Garonne publie le rapport final d'une étude prospective sur les besoins et ressources en eau à l'horizon 2050 sur le bassin de la Garonne. Trois scénarios ont été retenus : compenser *a minima* la baisse naturelle des débits d'étiages, en totalité ou pour moitié. Cette étude contribue à la réflexion sur la stratégie d'adaptation au changement climatique, pour le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) sur la période 2016-2020.

Source : Agence de l'Eau Adour-Garonne

http://info.eau-adour-garonne.fr/newsletters/articles/numero_48/chiffres.pdf

Lutte contre la désertification : l'UE et la FAO annoncent des efforts supplémentaires

Le 22 octobre 2014, l'Union européenne et la FAO ont annoncé le lancement d'un programme de 41 millions d'euros, sur quatre ans et demi, en faveur de la gestion durable des terres et de la réhabilitation des sols arides et dégradés en Afrique, aux Caraïbes et dans le Pacifique.

Cette annonce fait notamment écho à une étude du Centre commun de recherche (CCR) parue en août, qui a identifié six grandes régions en voie de désertification : le nord-est brésilien ; le sud-ouest argentin ; le sud du Sahel, la Zambie et le Zimbabwe ; l'Inde sub-himalayenne ; le nord-est de la Chine.

Sources :

FAO <http://www.fao.org/news/story/fr/item/261517/icode/>

Portail français du programme européen pour la recherche et l'innovation

<http://www.horizon2020.gouv.fr/cid83422/etude-sur-les-zones-en-risque-de-desertification-dans-le-monde.html>

Fractionnement de la biomasse végétale par voie sèche

L'Inra a annoncé le 17 octobre avoir développé un procédé de fractionnement de la biomasse lignocellulosique (pailles de riz et de blé) par voie sèche, permettant ainsi de réduire les consommations en eau, en énergie et en réactifs. Un procédé breveté qui trouve des applications dans le domaine des biocarburants, des bio-matériaux et des bio-molécules.

Source : Inra

<http://presse.inra.fr/Ressources/Communiqués-de-presse/Un-nouveau-procédé-Inra-pour-le-bio-raffinage-du-végétal>

COLLOQUES, CONFÉRENCES

- 17 au 20 novembre 2014, Villepinte (Parc des expositions)

Expobois, Salon des *process* de transformation et des usages du bois, avec diverses conférences

<http://www.expobois.fr/evenements/Conferences>

- 18 novembre 2014, Paris

Séminaire de politiques agricoles, organisé par la Société française d'économie rurale, sur le thème « Compétitivité des marchés productifs et concurrence des marchés de main-d'œuvre, quel dumping social dans l'agriculture euro-méditerranéenne ? »

http://www.sfer.asso.fr/les_seminaires_de_la_sfer/programme_des_seminaires_parisiens

- 18 et 19 novembre 2014, Paris

3^e Rencontres nationales de la Recherche sur les sites et sols pollués, organisées par l'ADEME

<http://www.ademe.fr/actualites/manifestations/3emes-rencontres-nationales-recherche-sites-sols-pollues>

- 18 et 20 novembre 2014, Mirecourt

Journées portes ouvertes organisées par l'Inra de Mirecourt, à l'occasion des dix ans de son dispositif expérimental de systèmes de polyculture-élevage autonomes

<http://www.sad.inra.fr/Toutes-les-actualites/Mirecourt-10-ans-d-une-experimentation-au-long-cours>

- 19 et 20 novembre 2014, Paris

Colloque « Penser la multifonctionnalité du secteur forestier dans un contexte changeant et incertain », organisé par le réseau SEHS d'Ecofor

http://docs.gip-ecofor.org/public/Programme_Colloque_SEHS_ECOFOR_diffuse.pdf

- 19 et 20 novembre 2014, Copenhague (*Technical University of Denmark*)

Conférence internationale sur les plantes dans l'alimentation, organisée par la DTU, l'Anses et le BfR

<http://www.conferencemanager.dk/botanicalsinfood>

- 19 et 20 novembre 2014, Eure (Drôme)

Rencontres « Energie – Climat – Environnement – Face aux nouveaux enjeux : une agriculture porteuse de solutions », organisées par Biovallée, la Communauté de communes du Val de Drôme et Solagro

<http://www.biovallee.fr/rencontres-energie-climat-environnement.html>

- 19, 20 et 21 novembre 2014, Nanterre

Colloque international « Les petites paysanneries dans un contexte mondial incertain », organisé par le Groupe de recherche Petites Paysanneries et le LADYSS

<http://paysanneries.hypotheses.org/>

- 20 novembre 2014, Paris, Maison de la RATP

Colloque du FFAS « Vers une information à la carte ? Les enjeux de la dématérialisation de

l'information sur les produits alimentaires »

<http://www.alimentation-sante.org/Event/colloque-du-20-novembre-2014-vers-une-information-a-la-carte-les-enjeux-de-la-dematerialisation-de-linformation-sur-les-produits-alimentaires/>

- 20 novembre 2014, Paris

« La PAC dans tous ses états », conférence organisée par la Confédération nationale de l'élevage et l'Institut de l'élevage

<http://idele.fr/institut-de-lelevage/PAC/>

- 20 novembre 2014, Angers

Colloque sur le thème « Associations végétales », organisé par l'Inra à l'École supérieure d'agriculture, dans le cadre des Carrefours de l'innovation agronomique

<http://www6.inra.fr/ciag/Colloques-Agriculture/Associations-vegetales>

- 20 novembre 2014, Paris

Colloque « Paysages de l'après-pétrole, solutions paysagères pour territoires en transition »

<http://www.ritimo.org/article5358.html>

- 20 et 21 novembre 2014, Orléans

Open Agrifood, 1^{ère} édition

<http://www.openagrifood-orleans.org/fr/>

- 21 novembre 2014, Montpellier

« Les gros volumes de données en agriculture - Acquisition, organisation et valorisation », séminaire organisé par AgroTIC

<http://www.agrotic.org/blog/seminaire-les-gros-volumes-de-donnees-en-agriculture-21-novembre-2014/>

- 21 novembre 2014, Paris

Restitution de l'étude « Les innovations technologiques, leviers de réduction du gaspillage dans le secteur agroalimentaire : enjeux pour les consommateurs et pour les entreprises », organisée dans le cadre des « Rendez-vous du PIPAME » par le MAAF et le MEIN

<http://www.entreprises.gouv.fr/etudes-et-statistiques/innovations-technologiques-leviers-reduction-gaspillage-dans-secteur>

- 24 novembre 2014, Paris

GIS Fruits, Séminaire de co-construction de projets sur le thème : « Attentes sociétales et qualité des fruits »

<http://www.gis-fruits.org/Page-d-accueil/Actualites/Participez-aux-seminaires-de-co-construction-2014-du-GIS-Fruits>

- 25 novembre 2014, Paris

Journée de communication et de discussion de travaux récents sur le thème de l'économie du développement, organisée par le département SAE2 de l'Inra : « De la famille au commerce international : quels chemins pour la sécurité alimentaire et le développement »

www.sae2.inra.fr/Evenements/Seminaire-Economie-du-developpement

- 25 novembre 2014, Auzeville-Tolosane

Les tables rondes du développement durable (INP-ENSAT) consacrées à « Agriculture et forêt : à l'orée de nouvelles relations ? »

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3858

- 25 novembre 2014, Paris

Séminaire « Protéines végétales et alimentation. Quels potentiels pour l'innovation ? », organisé par le CVT d'AllEnvi

https://colloque.inra.fr/seminaire_proteines_vegetales

- 26 et 27 novembre 2014, Niort

Salon Capr'Inov

<http://www.caprinov.fr/index.php>

- 27 novembre 2014, Paris, Forum des images
Colloque OCHA « Des animaux et des hommes – héritages partagés, futurs à construire »
<http://www.lemangeur-ocha.com/boutique/inscription-au-colloque-ocha-animaux-hommes/>

- 27 novembre 2014, Strasbourg
XXIII^e Rencontres Professionnelles « Harmonisation européenne de la mise sur le marché des Matières Fertilisantes et Supports de Culture : état d'avancement et perspectives », organisées par RITTMO Agroenvironnement et la région Alsace
[http://www.rittmo.com/IMG/pdf/programme_des_23emes_rencontres_professionnelles_rittmo.pdf?utm_source=Liste+de+diffusion+RITTMO+Agroenvironnement&utm_campaign=9fb72c131b-23%C3%A8mes+Rencontres+Pro+-+Relance+du+30%2F10&utm_medium=email&utm_term=0_bcaaffa89-9fb72c131b-\[LIST_EMAIL_ID\]&ct=t%2823%C3%A8mes+Rencontres+Pro+-+Relance+du+30%2F10%29&mc_cid=9fb72c131b&mc_eid=\[UNIQID\]](http://www.rittmo.com/IMG/pdf/programme_des_23emes_rencontres_professionnelles_rittmo.pdf?utm_source=Liste+de+diffusion+RITTMO+Agroenvironnement&utm_campaign=9fb72c131b-23%C3%A8mes+Rencontres+Pro+-+Relance+du+30%2F10&utm_medium=email&utm_term=0_bcaaffa89-9fb72c131b-[LIST_EMAIL_ID]&ct=t%2823%C3%A8mes+Rencontres+Pro+-+Relance+du+30%2F10%29&mc_cid=9fb72c131b&mc_eid=[UNIQID])

- 28 novembre 2014, Bruxelles
10^e symposium du comité scientifique de l'agence de sécurité sanitaire belge : « *Improving the safety of the food chain through risk prevention in plant and animal production* »
<http://www.afsca.be/scientificcommittee/symposium2014/>

- 28 novembre 2014, Paris
Rencontres scientifiques de l'Anses « Effets des polluants chimiques sur la santé humaine »
<https://www.anses.fr/fr/content/rencontres-scientifiques-de-lanses-restitution-du-programme-national-environnement-sant%C3%A9>

- 28 novembre 2014, Paris
4^e Rencontres de l'Agriculture Positive, organisées dans le cadre de Grignon Énergie positive, par le Céréopa et AgroParisTech
<http://www.agroparistech.fr/energiepositive/>

- 1^{er} et 2 décembre 2014, Paris
GIS Fruits, Séminaires de co-construction de projets sur les thèmes : « Changement climatique », « Bioagresseurs » et « Economie et compétitivité »
<http://www.gis-fruits.org/Page-d-accueil/Actualites/Participez-aux-seminaires-de-co-construction-2014-du-GIS-Fruits>

- 2 décembre 2014, Paris
Rencontres du droit rural, organisées par Saf agr'iDées et l'AFDR sur le thème « Loi d'avenir, régionalisation : quels impacts sur l'entreprise agricole ? »
<http://www.agriculteursdefrance.com/fr/Agenda.asp?Num=218&ThemePage=3&Rubrique=1>

- 2 et 3 décembre 2014, Lille
1^e rencontres de recherche en santé animale, organisées par le SIMV
<http://www.simv.org/actualite/le-simv-organise-les-premi%C3%A8res-rencontres-de-recherche-en-sant%C3%A9-animale-les-2-et-3>

- 2 au 5 décembre 2014, Dijon
First Global Soil Biodiversity Conference - Assessing soil biodiversity and its role for ecosystem services
<http://www.gsbiconference.elsevier.com/index.html>

- 3 décembre 2014, Paris
Séminaire « La prévision décennale, outil pour la décision face au changement climatique ? État des connaissances et perspectives », organisé dans le cadre du programme Gestion et Impact du Changement Climatique (MEDDE), en collaboration avec le GIP Ecofor
<http://www.gip-ecofor.org/gicc/?q=node/570>

- 3 décembre 2014, Cestas
Carrefour de l'Innovation Agronomique du pilier Environnement, organisé par l'Inra, sur le thème

« Intensification durable des systèmes de production forestière »
<http://www6.inra.fr/ciag/Colloques-Environnement/Innovations-sylvicoles>

- 4 décembre 2014, Paris

Séminaire « Alimentation et changement climatique » organisé par les réseaux R2DS (réseau de recherche sur le développement soutenable) et ASTREA (agrosociétés, écologie des territoires, alimentation)

http://www.dim-astrea.fr/dim_astrea/Le-4-decembre-Alimentation-et-changement-climatique

- 8 décembre 2014, Paris

GIS Fruits, Séminaire de co-construction de projets sur le thème : « Approches systèmes »

<http://www.gis-fruits.org/Page-d-accueil/Actualites/Participez-aux-seminaires-de-co-construction-2014-du-GIS-Fruits>

- 9 décembre 2014, Paris

Séminaire de politiques agricoles, organisé par la Société française d'économie rurale, sur le thème « Jaurès et le monde paysan. Les débats fondateurs de la politique agricole française sous la III^e République »

http://www.sfer.asso.fr/les_seminaires_de_la_sfer/programme_des_seminaires_parisiens

- 9 décembre 2014, Paris

2^e rencontres scientifiques sur la santé des abeilles organisées par l'Anses : « Santé des abeilles : la surveillance aujourd'hui, les perspectives pour demain »

<https://www.anses.fr/fr/content/sant%C3%A9-des-abeilles-la-surveillance-aujourd'hui-les-perspectives-pour-demain>

- 10 décembre 2014, Paris

Symposium organisé par le CERIN sur « Croyances et rumeurs en matière d'alimentation : les enjeux socio-cognitifs à travers l'exemple du lait »

<http://www.cerin.org/colloque/croyances-et-rumeurs-en-matiere-dalimentation-les-enjeux-socio-cognitifs-a-travers-lexempl.html>

- 11 et 12 décembre 2014, Grenoble

VIII^e Journées de Recherches en Sciences Sociales INRA–SFER–CIRAD

<http://www.inra.fr/Chercheurs-etudiants/Evenements/2014decembre11-VIIIe-Journees-de-Recherches-en-Sciences-Sociales>

- 12 décembre 2014, Paris

Journée « Gestion des matières organiques et du travail du sol : des pratiques qui améliorent les services écosystémiques rendus par les sols ? », organisée par l'OSUR, en partenariat avec l'ADEME et le MEDDE

<http://osur.univ-rennes1.fr/news.php?item.657.1>

- 16 décembre 2014, Paris

Colloque « Agriculture délaissée : le terreau de l'insécurité », organisé par FARM

<http://www.fondation-farm.org/article936>

- 16 décembre 2014, Avignon

Colloque « Phytomicronutriments : de la plante au consommateur », organisé à l'occasion de la 8^e édition du pilier « Alimentation » des Carrefours de l'innovation agronomique

<http://www6.inra.fr/ciag/Colloques-Alimentation/Phytomicronutriments>

- 17 et 18 décembre 2014, Paris

Séminaire SelGen 2014 - « Entre Sélection et Génétique », organisé par l'Inra

<https://colloque.inra.fr/selgen2014>